

Unité Interdépartementale 25-70-90  
5 Voie Gisèle Halimi  
BP 31269  
25000 BESANÇON

BESANÇON, le 07/07/2023

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 23/06/2023

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **RMG**

RTE DE POINTVILLERS  
LIEUDIT SUR L ARTHE  
25440 Pessans

Références : UID257090/SPR/YR/ST 2023 - 0707D  
Code AIOT : 0005901534

#### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 23/06/2023 dans l'établissement RMG implanté Lieux dits "Pré Pain Blanc et Casse-Cul" 25560 Frasne. L'inspection a été annoncée le 25/05/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- RMG
- Lieux dits "Pré Pain Blanc et Casse-Cul" 25560 Frasne
- Code AIOT : 0005901534
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Exploitation d'une carrière de matériaux calcaires.

La carrière est autorisée par arrêté préfectoral du 8 août 2006 pour une durée de 25 ans. La société CUENOT a changé de dénomination sociale pour devenir la société RMG.

Les installations contrôlées sont le front de taille, le carreau, les stocks de matériaux.  
Le jour de l'inspection, aucune activité n'était réalisée et aucune installation de traitement des matériaux n'était présente sur la carrière.

**Les thèmes de visite retenus sont les suivants :**

- L'inspection a porté sur le respect des prescriptions de l'arrêté préfectoral du 8 août 2006

**2) Constats**

**2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - les observations éventuelles ;
  - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

**2-2) Bilan synthétique des fiches de constats**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
5	épaisseur d'extraction et géométrie des fronts	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 19	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
1	Niveaux de Production	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4	/	Sans objet
2	Borne, clôture, pancarte, aire étanche	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 10	/	Sans objet
3	Convention avec la SNCF	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 13	/	Sans objet
4	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 14.1	/	Sans objet
6	Plan d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 23 et 24	/	Sans objet
7	Surveillance des niveaux des émissions sonores	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 28.3	/	Sans objet
8	Surveillance des niveaux de vibration	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 29	/	Sans objet
9	Remblayage partiel de la carrière	Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 34	/	Sans objet

### 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Il a été constaté que la carrière était globalement correctement entretenue et suivie. L'exploitant doit toutefois rectifier la portion du front de taille qui atteint une hauteur de 25 m, supérieure à la hauteur maximale autorisée de 15 m.

### 2-4) Fiches de constats

## N° 1 : Niveaux de Production

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 4
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Niveaux de production
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Le volume total de matériaux autorisés à extraire est de l'ordre de 646 500 m <sup>3</sup> (environ 1 293 000 t) dont 64 500 m <sup>3</sup> (129 000 t) de stérile. La quantité annuelle moyenne autorisée à commercialiser est de 48 500 tonnes sur 24 ans. La production commercialisable pourra atteindre 80 000 tonnes/an pour satisfaire les besoins de chantiers exceptionnels tout en respectant la moyenne précitée calculée sur la durée des périodes quinquennales considérées. Les deux derniers tonnages précités s'entendent des matériaux autres que les terres végétales, poches d'argile rencontrées lors de l'exploitation et matériaux de découverte qui sont conservés sur le site en vue de sa remise en état.
<b>Constats :</b> L'exploitant déclare régulièrement les quantités de matériaux extraits sous l'application GEREP. Les quantités déclarées sont conformes aux quantités autorisées par l'arrêté préfectoral.  Il est toutefois rappelé à l'exploitant qu'il doit respecter la quantité annuelle moyenne sur chaque phase quinquennale (actuellement phase 4 en cours sur la période 2021-2026).
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 2 : Borne, clôture, pancarte, aire étanche**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 10
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Aménagements préliminaires
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Dès la signature du présent arrêté et pendant toute la durée de l'autorisation, l'exploitant est tenu de placer et de maintenir : 1. des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le périmètre de l'autorisation, 2. des bornes de nivellement ou tout dispositif équivalent permettant le contrôle des cotes NGF prescrites ci-après, 3. une clôture solide et efficace, entretenue pendant toute la durée de la présente autorisation qui enfermera les tranches successives de travaux autorisés. Cette clôture ne sera interrompue qu'au niveau de l'accès par une barrière qui sera fermée en dehors des périodes effectives d'exploitation, 4. des pancartes placées bien en vue et laissées en place pendant toute la durée de l'exploitation qui signaleront l'existence de la carrière et l'interdiction formelle de pénétrer à toute personne étrangère à l'entreprise. Elles seront régulièrement espacées, à raison d'au moins un panneau par cent mètres, sur la clôture précitée, ainsi qu'au niveau du chemin d'accès, 5. une aire étanche pour le stationnement, l'entretien, et le ravitaillement des engins en carburants dans l'emprise du périmètre de la carrière, équipée d'un caniveau capable de collecter les égouttures et relié à un point bas étanche équipé d'un décanteur – déshuileur ou tout dispositif d'efficacité au moins équivalent, Ces aménagements doivent demeurer en place jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site.
<b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué que la clôture faisait l'objet d'un contrôle visuel une fois par an.  Il a été constaté la présence d'une aire étanche, celle-ci est constituée d'une géomembrane recouverte par des matériaux inertes. La position de l'aire étanche est correctement identifiée. L'exploitant a indiqué qu'un contrôle du séparateur était réalisé régulièrement (teneur en hydrocarbures) afin de déterminer si un nettoyage du séparateur était nécessaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 3 : Convention avec la SNCF

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 13
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Convention avec la SNCF
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> [...] De plus il y joint copie d'une convention rédigée et signée avec la SNCF du fait de la proximité de la voie de chemin de fer qui précise notamment les informations à transmettre de part et d'autre, les précautions à prendre lors des tirs de mines, la charge unitaire d'explosif à mettre en œuvre, les mesures de vibration à effectuer...
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la dernière convention avec la SNCF, celle-ci est datée de mars 2015 et valide jusqu'en 2020.  Cette convention est actuellement en cours de renouvellement, l'exploitant a présenté les échanges avec la SNCF concernant ce renouvellement qui indiquent que la convention actuelle reste valide jusqu'à son renouvellement.  Cette convention précise notamment les conditions de réalisation des tirs de mines en lien avec le trafic ferroviaire.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

### N° 4 : Garanties financières

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 14.1
<b>Thème(s) :</b> Autre, Garanties financières
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit, préalablement à la mise en activité de la carrière, avoir constitué des garanties financières d'un montant permettant d'assurer la remise en état de la carrière selon les dispositions prévues à l'article 31 et suivants. Le montant de référence (l'indice TP01 de juin 2006 de 547,2 pour permettre de calculer le coefficient alpha) des garanties financières devant être constituées dans ce cadre, pour chacune des périodes prévues à l'article 17 ci-après, doit être au moins égal à : [...] - pour la quatrième période d'exploitation de 5 ans : 30 875 € TTC (1,08 ha d'infrastructures et 0,43 ha de chantier),
<b>Constats :</b> Un acte de cautionnement montre la constitution de garanties financières pour un montant de 37 268 Euros. La caution prend effet le 7 août 2021 et se termine le 7 août 2026.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 5 : épaisseur d'extraction et géométrie des fronts**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 19
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, épaisseur d'extraction et géométrie des fronts
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>19. 1. L'épaisseur d'extraction par rapport au niveau du terrain naturel variera de 30 m à 45 m en allant de l'Est à l'Ouest (2 gradins d'une hauteur unitaire maximale de 15 m surmontés d'un gradin d'une hauteur variant de 0 à 15 m, chacun séparé par des banquettes sensiblement horizontales de 8 m de largeur au minimum).</p> <p>19. 2. L'extraction des matériaux se déroulera en 5 phases de 5 ans conformément au phasage précisé en Figure D jointe en annexe ; la phase 1 consiste en la reprise de l'extraction à partir de la fosse existante côté Est du site et de l'agrandir vers le Sud jusqu'aux limites autorisées à la cote de 820 m puis de descendre l'ensemble de zone obtenue à la cote de 805 m ; les autres phases consistent en la progression de l'abattage de la roche vers l'Ouest en maintenant les banquettes horizontales (835 m et 820 m) tout en maintenant le niveau du carreau inférieur à la cote de 805 m jusqu'à atteindre les limites du périmètre d'extraction autorisé (largeur et longueur). Il est en particulier interdit d'exploiter le front existant du Sud-Ouest du site entre le 15 février et le 15 août tant qu'il y aura la présence d'un nid de Grand Corbeau sur celui-ci (deuxième phase d'exploitation).</p> <p>19. 3. La cote d'altitude minimale du carreau inférieur en cours d'exploitation et en fin de celle-ci ne doit pas se situer au-dessous de 805 mètres NGF.</p> <p>19. 4. Les bords supérieurs de l'excavation sont tenus à distance horizontale d'au moins 10 mètres des limites du périmètre sur lequel porte l'autorisation ainsi que de l'emprise des éléments de la surface dont l'intégrité conditionne le respect de la sécurité et de la salubrité publiques. L'exploitation de la masse doit être arrêtée, à compter des bords de la fouille, à une distance horizontale telle que, compte tenu de la nature et de l'épaisseur tant de la masse exploitée que des terres de recouvrement, l'équilibre des terrains voisins ne soit pas compromis.</p> <p><b>Constats :</b> La cote minimale de la carrière est actuellement de 816 m NGF d'après le plan d'exploitation.</p> <p><b>Non-conformité :</b> Il a été constaté que le front de taille situé au Sud de la carrière avait une hauteur d'environ 25 mètres sur une petite portion. L'exploitant a indiqué que la parcelle située au-dessus de ce front de taille, qui est dans le périmètre d'extraction, était encore utilisée par un agriculteur. Un merlon sépare le haut du front de taille et cette parcelle afin d'en empêcher l'accès. L'exploitant a indiqué que l'agriculteur doit être informé avant d'exploiter cette parcelle. Des pièges à cailloux ont été mis en place au pied du front de taille. L'exploitant a indiqué que la hauteur des fronts de taille sera rectifiée avant la fin de l'été 2023 pour respecter la hauteur maximale de 15 m.</p> <p><b>Demande de complément :</b> l'exploitant doit préciser si les fronts de taille ont été rectifiés et si la hauteur maximum de 15 m pour les gradins est à nouveau respectée. L'exploitant prendra également les mesures nécessaires afin de ne pas renouveler cette situation.</p> <p>Par ailleurs, l'exploitant a indiqué que le Grand Corbeau n'était plus présent sur la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Avec suites
<b>Proposition de suites :</b> Lettre de suite préfectorale
<b>Proposition de délais :</b> 3 mois

**N° 6 : Plan d'exploitation**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 23 et 24
<b>Thème(s) :</b> Autre, Plan
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Art 23 : L'exploitant doit établir un plan de la carrière à une échelle adaptée à sa superficie. Sur ce plan sont reportés : <ul style="list-style-type: none"><li>- les limites du périmètre sur lequel porte le droit d'exploiter ainsi que de ses abords, dans un rayon de 50 mètres,</li><li>- les bords de la fouille,</li><li>- les courbes de niveau ou cotes d'altitude des points significatifs (nivellement NGF), en particulier, de l'aire des stockages et des banquettes découpant les fronts,</li><li>- les zones remises en état et les zones de remblais visés à l'article 34 ci-après,</li><li>- la position des éléments de surface à protéger et, s'il y a lieu, leur périmètre de protection institué en vertu de réglementations spéciales.</li></ul> Art 25 : Ce plan est mis à jour au moins une fois par an ; l'exploitant doit le tenir à la disposition de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a transmis le dernier plan d'exploitation de la carrière, sa dernière mise à jour est daté du 15 novembre 2022.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

**N° 7 : Surveillance des niveaux des émissions sonores**

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 28.3
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, bruit
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> L'exploitant doit faire réaliser à ses frais, dès le début des travaux d'exploitation ainsi qu'à l'occasion de toute modification notable de ses installations ou de leurs conditions d'exploitation à une campagne de mesures des émissions sonores de son site par une personne ou un organisme qualifié choisi après accord de l'Inspection des Installations Classées pour la Protection de L'Environnement.
<b>Constats :</b> L'exploitant a présenté la dernière mesure des émissions sonores, celle-ci a été réalisée par la société SGS en août 2019.  Les résultats de cette mesure montrent le respect des seuils réglementaires.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet



## N° 8 : Surveillance des niveaux de vibration

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 29
<b>Thème(s) :</b> Risques accidentels, Vibration
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<b>Prescription contrôlée :</b> Les tirs de mines ne doivent pas être à l'origine de vibrations susceptibles d'engendrer dans les constructions avoisinantes (immeubles occupés ou habités par des tiers ou affectés à toute autre activité humaine et les monuments) des vitesses particulières pondérées supérieures à 10 mm/s mesurées suivant les trois axes de la construction. [...] Le respect de la valeur ci-dessus sera vérifié dès les premiers tirs réalisés sur la carrière et dans les conditions représentatives d'exploitation et en particulier au niveau des habitations les plus proches, puis à la demande de l'Inspecteur des Installations Classées par campagnes périodiques. Les résultats des mesures doivent être tenus à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. Dans le cas où une campagne de mesures mettrait en évidence le dépassement de normes, une étude est alors élaborée afin de déterminer : <ul style="list-style-type: none"><li>- l'origine de ces dépassements,</li><li>- les moyens à mettre en œuvre pour respecter les normes précitées.</li></ul>
<b>Constats :</b> Un contrôle des niveaux de vibrations est réalisé pour chaque tir de mine à proximité de la ligne SNCF au niveau du transformateur électrique. La vitesse maximale mesurée des vibrations est de 4,02 mm/s pour le tir de mine réalisé le 22 février 2023.  Depuis le mois d'avril 2023, l'exploitant a changé de prestataire pour la réalisation des tirs de mines.
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet

## N° 9 : Remblayage partiel de la carrière

<b>Référence réglementaire :</b> Arrêté Préfectoral du 08/08/2006, article 34
<b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Déchets inertes
<b>Point de contrôle déjà contrôlé :</b> Sans Objet
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>34.1. Le remblayage partiel de la carrière ne doit pas nuire à la qualité et au bon écoulement des eaux. Les matériaux d'apport extérieur, limités exclusivement à ceux de l'entreprise CUENOT, dont le volume sera d'environ 5 à 6 000 m<sup>3</sup>/an en fonction des chantiers de production, doivent être préalablement triés, c'est-à-dire avant d'entrer sur le site, de manière à garantir l'utilisation des seuls matériaux inertes.</p> <p>Les dépôts contribueront à la réalisation de la butte prescrite à l'article précédent.</p> <p>34.2. Les apports extérieurs sont accompagnés d'un bordereau de suivi qui indique leur provenance, leur destination, leur quantité, leur caractéristique et les moyens de transport utilisés et qui atteste la conformité des matériaux à leur destination.</p> <p>34.3. L'exploitant doit tenir à jour un registre sur lequel sont répertoriés la provenance, les quantités, les caractéristiques des matériaux et les moyens de transport utilisés ainsi qu'un plan topographique permettant de localiser les zones de remblais correspondant aux données figurant sur le registre.</p> <p>34.4. Les matériaux autorisés sont des matériaux solides et inertes tels que déblais provenant des chantiers de terrassement, de construction, de rénovation, de démolition ou de carrières, constitués exclusivement de bétons, briques, tuiles et céramiques, matériaux de construction à base de produits minéraux naturels, de terres non polluées, pierres et cailloux. La terre végétale sera stockée à part et devra recouvrir les dépôts.</p> <p>34.5. Les matériaux interdits sont les matériaux non inertes et en particulier les matières fermentescibles (papiers, bois, cartons, végétation, etc...) ainsi que les hydrocarbures, peintures, solvants, produits bitumineux frais ou à base de goudrons, émulsions, plâtres, sables de fonderie, ferrailles, ordures ménagères, pneumatiques et les matières plastiques ou tout composé souillé par ces éléments ou pollué par tout autre produit.</p> <p>Le site ne peut accepter de déchets provenant de lieux potentiellement pollués.</p> <p>Tout dépôt de déchets à base d'amiante est strictement interdit sur le site.</p> <p>Les déchets en provenance des pays étrangers sont interdits.</p> <p>Une liste des matériaux admissibles pour la mise en remblai et ceux qui sont interdits sera affichée en permanence à l'attention du préposé au contrôle et à la pesée des véhicules.</p> <p>34.6. L'exploitant doit vérifier que les déblais venant de l'extérieur ne contiennent pas de déchets interdits ; avant enfouissement, ils doivent subir sur site un examen visuel et olfactif ainsi qu'un tri qui permettent de déceler des éléments indésirables (bidons, fûts, ferrailles, etc...) ; une benne pour la récupération des refus est à mettre en place.</p> <p><b>Constats :</b> L'exploitant a indiqué qu'aucun déchet inerte n'a été accepté sur la carrière ces dernières années depuis que la société est devenue la société RMG. Les derniers apports de déchets inertes sur la carrière ont été réalisés lorsque l'exploitant de la carrière était encore la société CUENOT. L'exploitant a indiqué que la superficie du carreau de la carrière était actuellement trop petite pour pouvoir accepter des déchets inertes sur la carrière.</p> <p>L'exploitant devra mettre en place les procédures et les moyens de suivi prévus par la réglementation actuellement en vigueur pour tout nouvel apport de déchets inertes sur la carrière.</p>
<b>Type de suites proposées :</b> Sans suite
<b>Proposition de suites :</b> Sans objet